

No. 48848*

**Argentina
and
Senegal**

Agreement between the Government of the Republic of Senegal and the Government of the Argentine Republic on the promotion and protection of investments. Dakar, 6 April 1993

Entry into force: *1 February 2010 by notification, in accordance with article 10*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Argentina, 16 August 2011*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Argentine
et
Sénégal**

Accord entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement de la République argentine sur l'encouragement et la protection des investissements. Dakar, 6 avril 1993

Entrée en vigueur : *1er février 2010 par notification, conformément à l'article 10*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Argentine, 16 août 2011*

** Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

II- C C O R D

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ARGENTINE

SUR

L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION DES INVESTISSEMENTS



Le Gouvernement de la République du Sénégal et le
Gouvernement de la République Argentine ci-après dénommés "les
Parties Contractantes" ;

Désireux de renforcer la coopération économique entre
les deux Etats ;

Dans l'intention de créer des conditions favorables pour
les investissements des investisseurs d'une Partie Contractante sur le
territoire de l'autre Partie Contractante ;

Reconnaissant que l'encouragement et la protection de ces
investissements sur la base d'un Accord est propre à stimuler l'initia-
tive économique et individuelle et contribuera ainsi à l'accroissement de
la prospérité des deux Etats :

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE I.

Définitions

Aux fins du présent Accord :

(1) le terme "investissement" désigne, conformément aux lois et réglementa-
tions de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investisse-
ment est effectué, toute sorte d'avoirs investis par un investisseur
d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante,
conformément aux lois de cette dernière Partie. Il inclut, notamment
mais non exclusivement :

a) la propriété des biens meubles et immeubles ainsi
que tous autres droits réels tels que hypothèques, cautionnements
et gages ;

b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations aux sociétés ;

c) les titres de crédits et droits à prestations ayant valeur économique ; les emprunts étant visés seulement quant ils sont directement liés à un investissement particulier ;

d) les droits de propriété intellectuelle, ce qui comprend particulièrement les droits d'auteur, les brevets, les dessins industriels, les marques et noms déposés, les procédés techniques, le savoir faire et la clientèle ;

e) les concessions économiques accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, l'extraction ou à l'exploitation des ressources naturelles.

Le Présent Accord s'applique à tout investissement fait avant ou après l'entrée en vigueur du présent Accord. Cependant les dispositions du présent Accord ne s'appliquent ni aux controverses, ni aux réclamations, ni aux différends survenus avant son entrée en vigueur.

(2) Le terme "investisseur" désigne :

a) toute personne physique qui possède la nationalité de l'une des Parties Contractantes au regard de ses lois relatives à la nationalité ;

b) toute personne morale constituée conformément aux lois et réglementations d'une Partie Contractante et ayant son siège social sur le territoire de cette Partie Contractante.

(3) Les dispositions du présent Accord ne s'appliquent pas aux investissements effectués par des personnes physiques qui sont ressortissants de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante si ces personnes, au moment de l'investissement, sont domiciliées sur le territoire de cette dernière Partie Contractante depuis plus de deux ans, à moins qu'il soit prouvé que l'investissement a été admis dans son territoire depuis l'étranger.

(4) Le terme "revenus" désigne toutes les sommes produites par un investissement tels que bénéfices, dividendes, redevances, intérêts, ou autres recettes courantes ;

(5) Le terme "territoire" désigne le territoire national de chaque Partie Contractante, ainsi que les zones maritimes adjacentes à la limite extérieure de la mer territoriale nationale, sur lesquelles chacune des Parties Contractantes peut, en conformité avec le droit international, exercer des droits souverains ou une juridiction.

ARTICLE 2.

Promotion des investissements

Chacune des Parties Contractantes encourage sur son territoire les investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante et admet ces investissements en conformité avec ses lois et réglementations.

ARTICLE 3.

Protection des investissements

(1) Chaque Partie Contractante assure en tout moment un traitement juste et équitable aux investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante et n'entrave pas par des mesures injustifiées

ou discriminatoires la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la liquidation de ces investissements.

(2) Lorsqu'elle aura admis sur son territoire des investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante, chaque Partie Contractante assure pleine protection légale de ces investissements et leur accorde un traitement non moins favorable que celui accordé aux investissements de ses propres investisseurs ou aux investisseurs d'un Etat tiers.

(3) Sans préjudice de ce qui est prévu au paragraphe 2 du présent Article, le traitement de la nation la plus favorisée ne s'étend pas aux avantages, préférences ou privilèges accordés aux investisseurs d'un Etat tiers en vertu :

a) de la participation ou association d'une Partie Contractante à une zone de libre échange, union douanière, marché commun ou organisation économique similaire existante ou future ;

b) d'un accord international portant en partie ou en totalité sur matière fiscale ;

c) des accords bilatéraux qui prévoient financement concessionnel conclus par la République Argentine avec l'Italie le 10 décembre 1987 et avec l'Espagne le 3 juin 1988.

ARTICLE 4.-

Expropriations et Compensations

(1) Aucune des Parties Contractantes ne prendra des mesures de nationalisation ou d'expropriation ou toute autre mesure ayant le même effet, à l'encontre d'investissements sur son territoire appartenant aux investisseurs de l'autre Partie Contractante, si ce n'est pour des raisons d'intérêt public sur une base non discriminatoire et selon une procédure

légale. Les mesures doivent être assorties des dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité prompte, adéquate et effective. Le montant de cette indemnité correspondra à la valeur réelle des investissements concernés à la veille du jour où ces mesures ont été prises ou rendues publiques.

L'indemnité portera intérêt depuis la date de l'expropriation aux taux d'intérêt commercial normal, elle sera versée sans délai, effectivement réalisable et librement transférable.

(2) Les investisseurs d'une Partie Contractante dont les investissements subissent des pertes sur le territoire de l'autre Partie Contractante dues à une guerre ou à tout autre conflit armé, état d'urgence nationale, révolte, insurrection ou mutinerie, bénéficieront de la part de cette dernière Partie Contractante d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, en ce qui concerne les restitutions, indemnités, compensations ou autres dédommagements.

ARTICLE 5.

(1) Chaque Partie Contractante accorde aux investisseurs de l'autre Partie Contractante le libre transfert des investissements et revenus, notamment mais non exclusivement :

a) du capital et sommes additionnels nécessaires pour le maintien et le développement des investissements ;

b) des bénéfices, intérêts, dividendes et autres revenus courants ;

c) des sommes nécessaires au remboursement d'emprunts tels qu'ils sont définis à l'Article 1 paragraphe (1) (c) ;

d) des redevances et honoraires ;

e) du produit de la vente ou liquidation totale ou partielle de l'investissement ;

f) des indemnités prévues à l'Article 4 ;

g) des rémunérations des ressortissants d'une Partie Contractante qui ont été autorisés à travailler au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

(2) Les transferts sont effectués sans retard, en monnaie librement convertible, au taux de change normal applicable à la date du transfert, selon les procédures prévues par la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été effectué, étant entendu que celles-ci ne sauraient dénaturer les droits prévus à cet Article.

ARTICLE 6.

Subrogation

(1) Si l'une des Parties Contractante ou un organisme de celle-ci effectue des versements à l'un de ses investisseurs en vertu d'une garantie ou d'un contrat d'assurance conclu à l'égard d'un investissement, l'autre Partie Contractante reconnaît la validité de la subrogation en faveur de la première Partie Contractante ou de l'organisme de celle-ci de tout droit ou titre détenu par l'investisseur. La Partie Contractante ou un organisme de celle-ci est autorisée à exercer les mêmes droits que l'investisseur aurait été autorisé exercer.

(2) Dans le cas d'une subrogation conformément au paragraphe (1) du présent Article, l'investisseur n'opposera pas de réclamation sauf s'il est autorisé à le faire par la Partie Contractante ou un organisme de celle-ci.

ARTICLE 7.-

Application d'autres règles

Si les dispositions de la législation d'une Partie Contractante ou les obligations de droit international existantes ou souscrites par les Parties Contractantes dans l'avenir additionnellement au présent Accord, ou si un accord entre un investisseur d'une Partie Contractante et l'autre Partie Contractante contient des règles, générales ou particulières, qui accordent aux investissements effectués par des investisseurs de l'autre Partie Contractante un traitement plus favorable que celui qui est prévu par le présent Accord, ces investisseurs peuvent se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

ARTICLE 8.

Solution de différends entre les Parties Contractantes.

(1) Tout différend entre les Parties Contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord doit être réglé, si possible, par la voie diplomatique.

(2) Si un différend entre les Parties Contractantes ne peut être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie Contractante à un tribunal d'arbitrage.

(3) Ledit tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante. Chaque Partie Contractante nomme un membre au tribunal dans les deux mois suivants la réception de la demande d'arbitrage. Les deux membres choisissent ensuite un ressortissant d'un Etat tiers, qui avec l'approbation des deux Parties Contractantes, est nommé président du tribunal. Le Président est nommé dans les deux mois suivants la date de nomination des deux autres membres du tribunal.

(4) Si, dans les délais prescrits au paragraphe (3) du présent Article, les arbitres n'ont pas été nommés, l'une ou l'autre des Parties Contractantes peut, à défaut de toute autre entente, inviter le Président de la Cour internationale de Justice à procéder aux nominations nécessaires ; si le Président est ressortissant de l'une ou l'autre des Parties Contractantes ou si, pour une autre raison, il ne peut s'acquitter de cette fonction, le Vice-Président est invité à faire les nominations demandées. Si le Vice-Président est ressortissant de l'une ou l'autre des Parties Contractantes ou ne peut s'acquitter de ladite fonction, le membre de la Cour Internationale de Justice qui suit immédiatement dans l'ordre de préséance et qui n'est pas ressortissant de l'une ou l'autre des Parties Contractantes, est invité à procéder aux nominations nécessaires.

(5) Le tribunal d'arbitrage prend sa décision à la majorité des voix. Cette décision est obligatoire pour les deux Parties Contractantes. Chaque Partie Contractante supporte les frais de son membre du tribunal et de sa représentation dans la procédure arbitrale ; les frais relatifs au Président et tous frais restants sont répartis également entre les Parties Contractantes. Le tribunal d'arbitrage peut toutefois disposer dans sa décision qu'une proportion plus élevée des frais doit être

assumée par l'une des Parties Contractantes, et cette décision est obligatoire pour les deux Parties Contractantes. Le tribunal d'arbitrage fixe sa propre procédure.

ARTICLE 9

Solution des différends entre un investisseur et la Partie Contractante réceptrice de l'investissement.

(1) Tout différend relatif aux investissements au sens du présent Accord, entre l'une des Parties Contractantes et un investisseur de l'autre Partie Contractante est, autant que possible, réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

(2) Si le différend n'a pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties concernées, il est soumis, à la demande de l'investisseur :

- Soit aux juridictions nationales de la Partie Contractante impliquée dans le différend ;

- Soit à l'arbitrage international, dans les conditions décrites au paragraphe 3 ci-dessous.

Une fois qu'un investisseur a soumis le différend soit aux juridictions de la Partie Contractante concernée, soit à l'arbitrage international, le choix de l'une ou de l'autre de ces procédures reste définitif.

(3) En cas de recours à l'arbitrage international, le différend peut être porté devant l'un des organes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur :

- au Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.) créé par la "Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats" ouverte à la signature à Washington le 18 mars 1965, lorsque chaque Etat Partie au présent Accord aura adhéré à celle-ci. Aussi longtemps que cette condition n'est pas remplie, chacune des Parties Contractantes consent à ce que le différend soit soumis à l'arbitrage conformément au règlement du Mécanisme complémentaire du C.I.R.D.I.

- à un tribunal d'arbitrage ad hoc établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations-Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.C.D.I.).

(4) L'organe d'arbitrage statuera sur la base des dispositions du présent Accord, du droit de la Partie Contractante partie au différend - y compris les règles relatives aux conflits de lois - des termes des accords particuliers éventuels qui auraient été conclus au sujet de l'investissement ainsi que des principes de Droit international en la matière.

(5) Les sentences arbitrales sont définitives et obligatoires à l'égard des parties au différend. Chaque Partie Contractante les exécute conformément à sa législation.

ARTICLE 10

Entrée en vigueur, amendement, durée et dénonciation

(1) Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois à compter de la date à laquelle les Parties Contractantes se seront notifiées par écrit que les formalités constitutionnelles requises pour la mise en vigueur du présent Accord ont été accomplies. Sa validité est de 10 ans renouvelables par tacite reconduction. Après le

terme de durée initiale, l'Accord pourra être dénoncé à tout moment par l'une des Parties Contractantes. Il reste toutefois en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois à partir de la date à laquelle une Partie Contractante notifie par écrit à l'autre Partie Contractante son intention de le dénoncer.

(2) En ce qui concerne les investissements effectués avant la date à laquelle prend effet l'avis de dénonciation, les dispositions des Articles 1 à 9 du présent Accord restent en vigueur pendant une période de dix ans.

Chaque Partie Contractante pourra demander, par écrit, l'amendement de tout ou partie du présent Accord. Les parties amendées d'un commun accord entreront en vigueur dès notification de leur approbation par deux parties contractantes.

Fait à Dakar , le 6 Avril 1993
en doubles exemplaires originaux, en langues espagnole et française,
les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la
République du Sénégal



DJIBO KA

Ministre des Affaires Etrangères

Pour le Gouvernement de la
République Argentine



HECTOR ALBERTO FLORES

Ambassadeur Extraordinaire et
Plénipotentiaire de la République
Argentine à Dakar.

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

A C U E R D O

ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DE SENEGAL

Y

EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA ARGENTINA

PARA

LA PROMOCION Y PROTECCION DE INVERSIONES

El Gobierno de la República de Senegal
y el Gobierno de la República Argentina
denominados en adelante las "Partes Contratantes";

- Con el deseo de intensificar la cooperación
económica entre ambos Estados;

- Con el propósito de crear condiciones favorables
para las inversiones de los inversores de una Parte Contratante
en el territorio de la otra Parte Contratante;

- Reconociendo que la promoción y la protección
de tales inversiones sobre la base de un Acuerdo contribuirá
a estimular la iniciativa económica e individual e incrementará
de esta manera la prosperidad de ambos Estados;

Han acordado lo siguiente:

ARTICULO 1

Definiciones

A los fines del presente Acuerdo:

(1) El término "inversión" designa, de conformidad con las leyes y reglamentaciones de la Parte Contratante en cuyo territorio se realizó la inversión, todo tipo de activo invertido por inversores de una Parte Contratante en el territorio de la otra Parte Contratante, de acuerdo con la legislación de esta última. Incluye en particular, aunque no exclusivamente:

a) la propiedad de bienes muebles e inmuebles, así como los demás derechos reales tales como hipotecas, cauciones y derechos de prenda;

b) acciones, cuotas societarias y cualquier otro tipo de participación en sociedades;

c) títulos de créditos y derechos a prestaciones que tengan un valor económico; los préstamos estarán incluidos solamente cuando estén directamente vinculados a una inversión específica;

d) derechos de propiedad intelectual incluyendo, en especial, derechos de autor, patentes, diseños industriales, marcas y nombres registrados, procedimientos técnicos, know-how y valor llave;

e) concesiones económicas conferidas por ley o por contrato, en particular las concesiones para la prospección, extracción o explotación de recursos naturales.

El presente Acuerdo se aplicará a todas las inversiones realizadas antes o después de la fecha de su entrada en vigor, pero las disposiciones del presente Acuerdo no se aplicarán a ninguna controversia, reclamo o diferendo que haya surgido con anterioridad a su entrada en vigor.

(2) El término "inversor" designa:

a) toda persona física que sea nacional de una de las Partes Contratantes, de conformidad con sus leyes sobre nacionalidad;

b) toda persona jurídica constituida de conformidad con las leyes y reglamentaciones de una Parte Contratante y que tenga su sede en el territorio de dicha Parte Contratante.

(3) Las disposiciones de este Acuerdo no se aplicarán a las inversiones realizadas por personas físicas que sean nacionales de una Parte Contratante en el territorio de la otra Parte Contratante, si tales personas, a la fecha de la inversión, han estado domiciliadas desde hace más de dos años en esta última Parte Contratante, a menos que se pruebe que la inversión fue admitida en su territorio desde el exterior.

(4) El término "ganancias" designa todas las sumas producidas por una inversión, tales como utilidades, dividendos, regalías, intereses y otros ingresos corrientes.

(5) El término "territorio" designa el territorio nacional de cada Parte Contratante, así como las zonas marítimas adyacentes al límite exterior del mar territorial del territorio nacional, sobre las cuales cada Parte Contratante pueda, de conformidad con el derecho internacional, ejercer derechos soberanos o jurisdicción.

ARTICULO 2

Promoción de inversiones

Cada Parte Contratante promoverá en su territorio las inversiones de inversores de la otra Parte Contratante, y admitirá dichas inversiones conforme a sus leyes y reglamentaciones.

ARTICULO 3

Protección de inversiones

(1) Cada Parte Contratante asegurará en todo momento un tratamiento justo y equitativo a las inversiones de inversores de la otra Parte Contratante y no perjudicará su gestión, mantenimiento, uso, goce o disposición a través de medidas injustificadas o discriminatorias.

(2) Cada Parte Contratante, una vez que haya admitido en su territorio inversiones de inversores de la otra Parte Contratante, concederá plena protección legal a tales inversiones y les acordará un tratamiento no menos favorable que el otorgado a las inversiones de sus propios inversores nacionales o de inversores terceros.

(3) Sin perjuicio de las disposiciones del párrafo (2) de este artículo, el tratamiento de la nación más favorecida no se extenderá a las ventajas, preferencias o privilegios que acordadas a inversores de un tercer Estado como consecuencia de:

a) la participación o asociación de una Parte Contratante en una zona de libre comercio, unión aduanera, mercado común, u organización económica similar existente o futura;

b) un acuerdo internacional relativo total o parcialmente a cuestiones impositivas;

c) los acuerdos bilaterales que proveen financiación concesional suscriptos por la República Argentina con Italia el 10 de Diciembre de 1987 y con España el 3 de Junio de 1988.

ARTICULO 4

Expropiaciones y compensaciones

(1) Ninguna de las Partes Contratantes tomará medidas de nacionalización o expropiación ni ninguna otra medida que tenga el

mismo efecto, contra inversiones que se encuentran en su territorio y que pertenezcan a inversores de la otra Parte Contratante, a menos que dichas medidas sean tomadas por razones de utilidad pública, sobre una base no discriminatoria y bajo el debido proceso legal. Las medidas serán acompañadas de disposiciones para el pago de una compensación pronta, adecuada y efectiva. El monto de dicha compensación corresponderá al valor real que la inversión expropiada tenía inmediatamente antes de la expropiación o antes de que la expropiación inminente se hiciera pública.

La indemnización comprenderá intereses desde la fecha de la expropiación a una tasa comercial normal, será pagada sin demora y será efectivamente realizable y libremente transferible.

(2) Los inversores de una Parte Contratante, que sufrieran pérdidas en sus inversiones en el territorio de la otra Parte Contratante, debido a guerra u otro conflicto armado, estado de emergencia nacional, revuelta, insurrección o motín, recibirán de esta última Parte Contratante, en lo que se refiere a restitución, indemnización, compensación y otro resarcimiento, un tratamiento no menos favorable que el que ésta acuerde a sus propios inversores o a los inversores de un tercer Estado.

ARTICULO 5

Transferencias

(1) Cada Parte Contratante otorgará a los inversores de la otra Parte Contratante la transferencia irrestricta de las inversiones y ganancias, y en particular, aunque no exclusivamente de:

a) el capital y las sumas adicionales necesarias para el mantenimiento y desarrollo de las inversiones;

b) los beneficios, intereses, dividendos y otros ingresos corrientes;

c) los fondos para el reembolso de los préstamos tal como se definen en el Artículo 1, párrafo (1), (c)

d) las regalías y honorarios;

e) el producido de una venta o liquidación total o parcial de una inversión;

f) las compensaciones previstas en el Artículo 4;

g) los ingresos de los nacionales de una Parte Contratante que hayan obtenido una autorización para trabajar en relación a una inversión en el territorio de la otra Parte Contratante.

(2) Las transferencias serán efectuadas sin demora, en moneda libremente convertible, al tipo de cambio normal aplicable a la fecha de la transferencia, conforme con los procedimientos establecidos por la Parte Contratante en cuyo territorio se realizó la inversión, los cuales no podrán afectar los derechos previstos en este artículo.

ARTICULO 6

Subrogación

(1) Si una Parte Contratante o una de sus agencias realizara un pago a un inversor en virtud de una garantía o seguro que hubiere contratado en relación a una inversión, la otra Parte Contratante reconocerá la validez de la subrogación en favor de aquella Parte Contratante o de su agencia respecto de cualquier derecho o título del inversor. La Parte Contratante o una de sus agencias estará autorizada a ejercer los mismos derechos que el inversor hubiera estado autorizado a ejercer.

(2) En el caso de una subrogación conforme a lo previsto en el párrafo (1) de este Artículo, el inversor no interpondrá ningún reclamo a menos que esté autorizado a hacerlo por la Parte Contratante o su agencia.

ARTICULO 7

Aplicación de otras normas

Si las disposiciones de la legislación de cualquier Parte Contratante o las obligaciones de derecho internacional existentes o que se establezcan en el futuro entre las Partes Contratantes en adición al presente Acuerdo o si un acuerdo entre un inversor de una Parte Contratante y la otra Parte Contratante contienen normas, ya sean generales o específicas que otorguen a las inversiones realizadas por inversores de la otra Parte Contratante un trato más favorable que el que se establece en el presente Acuerdo, aquellas normas prevalecerán sobre el presente Acuerdo en la medida que sean más favorables.

ARTICULO 8

Solución de controversias entre las Partes Contratantes

(1) Las controversias que surgieran entre las Partes Contratantes relativas a la interpretación o aplicación del presente Acuerdo serán, en lo posible, solucionadas por la vía diplomática.

(2) Si una controversia entre las Partes Contratantes no pudiera ser dirimida en un plazo de seis meses contado a partir del momento en que haya sido planteada, ésta será sometida, a solicitud de cualquiera de las Partes Contratantes a un tribunal arbitral.

(3) Dicho tribunal será constituido para cada caso particular de la siguiente manera. Dentro de los dos meses de la recepción del pedido de arbitraje, cada Parte Contratante designará un miembro del tribunal. Estos dos miembros elegirán a un nacional de un tercer Estado quién, con la aprobación de ambas Partes Contratantes, será nombrado presidente del tribunal. El Presidente será nombrado dentro de los dos meses siguientes a la fecha de la designación de los otros dos miembros del tribunal.

(4) Si no se hubiera designado a los árbitros dentro de los plazos previstos en el párrafo (3) de este Artículo, cualquiera

de las Partes Contratantes podrá, en ausencia de otro arreglo, invitar al Presidente de la Corte Internacional de Justicia a que proceda a los nombramientos necesarios. Si el Presidente fuere nacional de una de las Partes Contratantes o cuando, por cualquier razón, se hallare impedido de desempeñar dicha función, se invitará al Vice-Presidente a efectuar los nombramientos solicitados. Si el Vice-Presidente fuere nacional de alguna de las Partes Contratantes, o si se hallare también impedido de desempeñar dicha función, el miembro de la Corte Internacional de Justicia que le siga inmediatamente en el orden de precedencia y no sea nacional de alguna de las Partes Contratantes, será invitado a efectuar los nombramientos necesarios.

(5) El tribunal arbitral tomará su decisión por mayoría de votos. Tal decisión será obligatoria para ambas Partes Contratantes. Cada Parte Contratante sufragará los gastos de su miembro del tribunal y de su representación en el procedimiento arbitral de los gastos del Presidente, así como los demás gastos serán sufragados en principio por partes iguales por las Partes Contratantes. No obstante, el tribunal arbitral podrá determinar en su decisión que una mayor proporción de los gastos sea sufragada por una de los dos Partes Contratantes, y este laudo será obligatorio para ambas Partes Contratantes. El tribunal establecerá su propio procedimiento.

ARTICULO 9

Solución de controversias entre un inversor y la Parte Contratante receptora de la inversión

(1) Toda controversia relativa a las inversiones, en el sentido del presente Acuerdo, entre un inversor de una Parte Contratante y la otra Parte Contratante será, en la medida de lo posible, solucionada amistosamente entre las dos Partes concernidas.

(2) Si la controversia no hubiera podido ser solucionada en el término de seis meses a partir del momento en que hubiera sido planteada por una u otra de las Partes concernidas, podrá ser sometida, a pedido del inversor:

- o bien a los tribunales competentes de la Parte Contratante en cuyo territorio se realizó la inversión;

- o bien al arbitraje internacional en las condiciones descritas en el párrafo (3) del presente Artículo.

Una vez que un inversor haya sometido la controversia a las jurisdicciones de la Parte Contratante concernida o al arbitraje internacional, la elección de uno u otro de esos procedimientos será definitiva.

(3) En caso de recurso al arbitraje internacional, la controversia podrá ser llevada ante uno de los órganos de arbitraje que se señalan a continuación, a elección del inversor:

- al Centro Internacional de Arreglo de Diferencias relativas a Inversiones (C.I.A.D.I.), creado por el "Convenio sobre arreglo de diferencias relativas a las inversiones entre Estados y nacionales de otros Estados", abierto a la firma en Washington el 18 de Marzo de 1965, cuando cada Estado Parte en el presente Acuerdo haya adherido a aquél. Mientras esta condición no se cumpla, cada Parte Contratante da su consentimiento para que la controversia sea sometida al arbitraje conforme con el reglamento del Mecanismo complementario del C.I.A.D.I.

- a un tribunal de arbitraje "ad hoc" establecido de acuerdo con las reglas de arbitraje de la Comisión de las Naciones Unidas para el Derecho Mercantil Internacional (C.N.U.D.M.I.)

(4) El órgano arbitral decidirá en base a las disposiciones del presente Acuerdo, al derecho de la Parte Contratante que sea parte en la controversia, incluidas las normas relativas a conflictos de leyes, a los términos de eventuales acuerdos particulares concluidos con relación a la inversión como así también a los principios del Derecho internacional en la materia.

(5) Las sentencias arbitrales serán definitivas y obligatorias para las Partes en la controversia. Cada Parte Contratante las ejecutará de conformidad con su legislación.

ARTICULO 10

Entrada en vigor, enmienda, duración y finalización

(1) El presente Acuerdo entrará en vigor el primer día del segundo mes a partir de la fecha en que las Partes Contratantes se hayan notificado por escrito que han cumplimentado los respectivos requisitos constitucionales para la entrada en vigor de este Acuerdo. Su validez será de diez años, renovables por tática reconducción. Después del plazo de duración inicial, el Acuerdo podrá ser denunciado en cualquier momento por una de las Partes Contratantes. Permanecerá, sin embargo, en vigor hasta la expiración de un plazo de doce meses a partir de la fecha en que una de las Partes Contratantes notifique por escrito a la otra Parte Contratante su intención de denunciarlo.

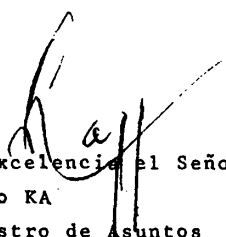
(2) Con relación a las inversiones efectuadas con anterioridad a la fecha en que la notificación de denuncia se haga efectiva, las disposiciones de los Artículos 1 a 9 continuarán en vigencia por un período de diez años.

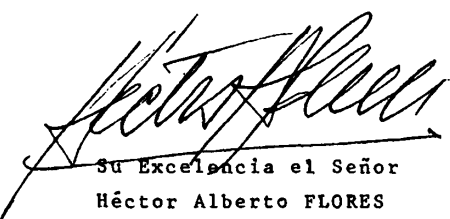
Cada Parte Contratante podrá solicitar, por escrito, la enmienda total o parcial del presente Acuerdo. Las enmiendas acordadas entrarán en vigor a partir de la notificación de su aprobación por ambas Partes Contratantes.

Hecho en Dakar, el día 6 de Abril de 1993
en dos ejemplares originales, en los idiomas español y francés, siendo los dos textos igualmente auténticos.

POR EL GOBIERNO
DE LA REPUBLICA DE SENEGAL

POR EL GOBIERNO
DE LA REPUBLICA ARGENTINA


Su Excelencia el Señor
Djibo KA
Ministro de Asuntos
Extranjeros de la
República de Senegal


Su Excelencia el Señor
Héctor Alberto FLORES
Embajador Extraordinario
y Plenipotenciario de
la República Argentina

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF
SENEGAL AND THE GOVERNMENT OF THE ARGENTINE
REPUBLIC ON THE ENCOURAGEMENT AND PROTECTION OF
INVESTMENTS

The Government of the Republic of Senegal and the Government of the Argentine Republic, hereafter referred to as the "Contracting Parties",

Desiring to strengthen economic cooperation between the two States,

Intending to create conditions favourable to investment by investors of a Contracting Party in the territory of the other Contracting Party,

Recognizing that the encouragement and protection of such investments under an Agreement are appropriate for stimulating economic and individual initiative and will thus contribute to increasing the prosperity of the two States,

Have agreed as follows:

Article 1. Definitions

For the purposes of this Agreement:

(1) The term "investment" means, in accordance with the law and the regulations of the Contracting Party on whose territory the investment is carried out, any kind of assets invested by an investor of a Contracting Party in the territory of the other Contracting Party, in accordance with the law of the last Party. In particular but not exclusively, the term covers:

(a) Ownership of movable and immovable property and all other rights in rem, such as mortgages, liens and pledges;

(b) Stock, company shares and all other forms of participation in companies;

(c) Credit instruments and entitlements to benefits of economic value, including loans directly related to a specific investment;

(d) Intellectual property rights, including in particular copyright, patents, industrial designs, registered trademarks and trade names, technical processes, know-how and clientele;

(e) Economic concessions granted pursuant to the law or a contract, particularly concessions related to prospecting for, mining or exploiting natural resources.

This Agreement shall apply to any investment carried out before or after its entry into force. However, the provisions of this Agreement shall apply to no controversies, claims or disputes having occurred before such entry into force.

(2) The term "investor" means:

(a) Any individual having the nationality of one of the Contracting Parties in accordance with its law on nationality;

(b) Any legal entity established in accordance with the law and the regulations of a Contracting Party and having its registered office in the territory of that Contracting Party.

(3) The provisions of this Agreement shall not apply to investments carried out by individuals who are nationals of one of the Contracting Parties in the territory of the other Contracting Party, if, at the time of the investment, such persons have been resident in the territory of the last Contracting Party for more than two years, unless it is proven that the investment entered that territory from abroad.

(4) The term "earnings" means all amounts yielded by an investment, such as profits, dividends, royalties, interest or other current receipts;

(5) The term "territory" means the national territory of each Contracting Party and the maritime areas adjacent to the outer limit of the national territorial sea, over which each Contracting Party may, in accordance with international law, exercise sovereign rights or jurisdiction.

Article 2. Promotion of investments

Each Contracting Party shall encourage in its territory investments by investors of the other Contracting Party and shall admit such investments in accordance with its law and its regulations.

Article 3. Protection of investments

(1) Each Contracting Party shall at all times ensure fair and equitable treatment of investments by investors of the other Contracting Party and shall not impede through unjustified or discriminatory measures the management, maintenance, use, enjoyment or liquidation of such investments.

(2) After having admitted into its territory investments by investors of the other Contracting Party, each Contracting Party shall ensure full legal protection of such investments and a treatment not less favourable than that accorded to investments by its own investors or investors of a third State.

(3) Without prejudice to the provisions of paragraph (2) of this article, the most-favoured-nation-treatment shall not extend to advantages, preferences or privileges granted to investors of a third State by virtue of:

(a) A Contracting Party's participation in or association with an existing or future free-trade area, customs union, common market or similar economic organization;

(b) An international agreement relating partly or entirely to tax matters;

(c) Bilateral agreements providing for concessional financing and concluded by the Argentine Republic with Italy on 10 December 1987 and Spain on 3 June 1988.

Article 4. Expropriations and compensations

(1) Neither Contracting Party may take nationalization or expropriation measures, or any other measure having the same effect, in respect of investments in its territory

which belong to investors of the other Contracting Party, except for reasons of public interest on a non-discriminatory basis and according to due process of law. The measures must be accompanied by provisions stipulating prompt payment of adequate and effective damages. The amount of such compensation shall correspond to the actual value of the investments concerned on the day before the day on which the measures are taken or made public.

Damages shall bear interest as from the date of expropriation at the normal commercial interest rate; and shall be payable without delay, actually convertible and freely transferable.

(2) Investors of a Contracting Party whose investments sustain losses in the territory of the other Contracting Party as a result of war or any other armed conflict or of a national state of emergency, revolt, insurrection or mutiny, shall be granted by the last Contracting Party treatment not less favourable than that accorded to its own investors or to the investors of any third State with regard to restitutions, indemnities, compensations or other damages.

Article 5

(1) Each Contracting Party shall grant to the investors of the other Contracting Party free transfer of investments and earnings, including in particular but not exclusively the following:

(a) Capital and additional amounts necessary for the maintenance and development of the investments;

(b) Profits, interest, dividends and other current earnings;

(c) Amounts necessary for the repayment of such loans as are defined in article 1, paragraph (1) (c);

(d) Royalties and fees;

(e) Proceeds from the sale or liquidation, in whole or in part, of the investment;

(f) Indemnities provided for in article 4;

(g) Remuneration of the nationals of a Contracting Party who have been authorized to work in the territory of the other Contracting Party in connection with an investment.

(2) Transfers shall be carried out without delay, in a freely convertible currency, at the normal foreign exchange rate applicable to the date of the transfer, and according to the procedures provided for by the Contracting Party in whose territory the investment took place, subject to the condition that they may not lead to misconstruction of the rights stipulated in this article.

Article 6. Subrogation

(1) If one of the Contracting Parties or a body thereof makes payments to one of its investors pursuant to a guarantee or insurance contract concluded with regard to an investment, the other Contracting Party shall acknowledge the validity of the acquisition, through subrogation, by the first Contracting Party or a body thereof of any right or entitlement held by the investor. The Contracting Party or body thereof shall be

authorized to exercise the same rights that the investor would have been authorized to exercise.

(2) In the event of subrogation in accordance with paragraph (1) of this article, the investor shall not lodge any appeal unless so authorized by the Contracting Party or a body thereof.

Article 7. Application of other rules

If provisions of the legislation of a Contracting Party or obligations under international law, whether current or future ones undertaken by the Contracting Parties in addition to this Agreement, or an agreement between an investor of a Contracting Party and the other Contracting Party contain general or specific rules which accord to investments carried out by investors of the other Contracting Party a treatment more favourable than that which is provided for in this Agreement, the investors concerned may avail themselves of the provisions most favourable to them.

Article 8. Settlement of disputes between the Contracting Parties

(1) Any dispute between the Contracting Parties regarding the interpretation or implementation of this Agreement shall be settled, if possible, through the diplomatic channel.

(2) If it is impossible to settle a dispute between the Parties within six months from the time at which it was raised, the dispute shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitration tribunal.

(3) The said tribunal shall be formed for each specific case as follows. Each Contracting Party shall appoint a member of the tribunal within two months following the receipt of the request for arbitration. The two members shall then choose a national of a third State who, subject to approval by the two Contracting Parties, shall be appointed Chairperson of the tribunal. The Chairperson shall be appointed within two months following the date of appointment of the two other members of the tribunal.

(4) If the arbitrators have not been appointed within the time limits specified in paragraph (3) of this article, either Contracting Party may, in the absence of any other arrangement, request the President of the International Court of Justice to make the necessary appointments. If the President is a national of one of the Contracting Parties or is disqualified for another reason, the Vice-President shall be requested to make the appointments. If the Vice-President is a national of one of the Contracting Parties or is disqualified for another reason, the next-ranking member of the International Court of Justice who is not a national of one of the Contracting Parties shall be requested to make the appointments.

(5) The arbitration tribunal shall take its decision by majority vote. That decision shall be binding on both Contracting Parties. Each Contracting Party shall pay the costs of its own arbitrator and of its representation in the arbitration proceedings. The costs of the Chairperson and any remaining costs shall be borne equally by the two Contracting Parties. The arbitration tribunal, however, may provide in its decision that one of the Contracting Parties shall bear a greater share of the costs, and that decision shall be

binding on both Contracting Parties. The arbitration tribunal shall determine its own procedure.

Article 9. Settlement of disputes between an investor and the Contracting Party receiving the investment

(1) Any dispute relating to investments, within the meaning of this Agreement, between one of the Contracting Parties and an investor of the other Contracting Party shall, to the extent possible, be settled by amicable arrangement between the two parties concerned.

(2) If it is impossible to settle the dispute within six months from the time at which it was raised by either of the parties concerned, the dispute shall be submitted, at the investor's request:

Either to the national courts of the Contracting Party involved in the dispute;

Or to international arbitration, under the conditions described in paragraph (3) below.

Once an investor has submitted the dispute either to the courts of the Contracting Party concerned or to international arbitration, the choice of either procedure shall be final.

(3) In the event of recourse to international arbitration, the dispute may be brought before one of the following arbitration bodies, at the investor's discretion:

International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), which was created under the "Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States", opened for signature at Washington on 18 March 1965, once each State Party to this Agreement shall have acceded thereto. While that condition is not fulfilled, each Contracting Party agrees that the dispute should be submitted to arbitration according to the ICSID Additional Facility Rules.

A special arbitration tribunal established according to the arbitration rules of the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL).

(4) The arbitration body shall take its decision on the basis of provisions of this Agreement, the law of the Contracting Party involved in the dispute, including the rules on the conflict of laws, the terms of any specific agreements concluded regarding the investment and the relevant principles of international law.

(5) Arbitral decisions shall be final and binding on the parties to the dispute. Each Contracting Party shall implement them in accordance with its legislation.

Article 10. Entry into force, amendments, period of validity and termination

(1) This Agreement shall enter into force on the first day of the second month following the date on which the Contracting Parties shall have notified each other in writing that the constitutional procedures required for entry into force of this Agreement have been completed. The Agreement shall remain in force for a 10-year period and shall be automatically renewable. After its initial period of validity, the Agreement may be terminated at any time by either Contracting Party but shall remain in force until the

expiry of a 12-month period following the date on which a Contracting Party shall have informed the other Contracting Party in writing of its intention to terminate the Agreement.

(2) With regard to investments carried out before the date on which the termination notice shall take effect, the provisions of articles 1-9 of this Agreement shall remain in force for a period of 10 years.

Either Contracting Party may request in writing the amendment of this Agreement in whole or in part. The sections amended by mutual agreement shall enter into force as soon as their approval by the two Contracting Parties has been notified.

DONE at Dakar, on 6 April 1993, in duplicate, in the Spanish and French languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the Republic of Senegal:

DJIBO KA
Minister of Foreign Affairs

For the Government of the Argentine Republic:

HECTOR ALBERTO FLORES
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Argentine Republic at Dakar